

MINISTÈRE CHARGÉ DU BUDGET DES COMPTES PUBLICS
Direction Générale Des Douanes Et Droits Indirects
Sous-Direction Des Finances Et Des Achats
Bureau Achats (FIN 2)
11, Rue Des Deux Communes
93 558 MONTREUIL CEDEX

**PRESTATIONS DE COLLECTE, STOCKAGE ET
DESTRUCTION DE BOUTEILLES DE GAZ ILLICITES
CONTENANT DES GAZ A EFFET DE SERRE FLUORÉS
AINSI QUE DES SUBSTANCES APPAUVRISANT LA
COUCHE D'OZONE AU PROFIT DE LA DGDDI**

PAN n° 2025/03

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

Lot n° 1 : Collecte et destruction des bouteilles de gaz

Lot n°2 : Collecte et stockage sécurisé des bouteilles de gaz

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION

en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3 4° et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code
de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la publication de
l'avis d'appel à la concurrence

CCAP_DGDDI_ PAN 2025-03_DESTRUCTION GAZ

TABLE DES MATIERES

Article 1 -	OBJET DU MARCHÉ	4
Article 2 -	ALLOTISSEMENT	4
Article 3 -	PROCÉDURE DE PASSATION	4
Article 4 -	CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	5
4.1	Forme et montant du marché	5
4.2	Durée du marché	5
Article 5 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
Article 6 -	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
6.1	Représentation des parties	6
6.1.1	Représentation de l'acheteur	6
6.1.2	Représentation du titulaire	6
6.2	Références aux normes et réglementations	7
6.3	Evolutions technologiques, techniques ou réglementaires	7
6.4	Émission et exécution des bons de commande	8
6.5	Prolongation du délai d'exécution des prestations et sursis d'exécution	9
6.6	Plan de progrès.....	9
6.7	Clause de réexamen	11
6.7.1	Circonstances ouvrant droit au réexamen	11
6.7.2	Modalités de mise en œuvre.....	12
Article 7 -	MODALITÉS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	13
7.1	Généralités.....	13
7.2	Prestation de collecte et transport des bouteilles de gaz	13
7.3	Prestation de conditionnement des bouteilles de gaz.....	13
7.4	Prestation de destruction des gaz	13
7.5	Prestation de stockage sécurisé des bouteilles de gaz	13
7.6	Prestation de réversibilité	14
7.7	Décisions suite aux opérations de vérification	14
7.7.1	Admission	14
7.7.2	Ajournement.....	14
7.7.3	Réfaction.....	14
7.7.4	Rejet.....	15
Article 8 -	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	16
8.1	Obligation générale du titulaire.....	16
8.2	Obligation de conseil, d'information et d'alerte	16
8.3	Obligations de confidentialité et de sécurité	17
8.3.1	Confidentialité.....	17
8.3.2	Mesures de sécurité.....	17
8.3.3	Traitement de données à caractère personnel.....	18
8.4	Responsabilité	18
Article 9 -	PÉNALITÉS ET SANCTIONS	19
9.1	Généralités.....	19
9.2	Pénalités de retard.....	20
9.2.1	Pénalités pour retard de transmission d'une proposition technico-financière	20
9.2.2	Pénalités pour retard d'exécution	20
9.2.3	Pénalités pour retard de mise à disposition des bouteilles	20
9.3	Pénalités applicables en cas de non-respect de toute autre obligation du présent marché	
	20	

9.4	Plafonnement des pénalités	21
Article 10 -	RÉGIME FINANCIER.....	22
10.1	Forme et contenu des prix.....	22
10.2	Révision des prix	22
10.3	Clause de sauvegarde	24
Article 11 -	MODALITÉS DE PAIEMENT.....	25
11.1	Avances.....	25
11.2	Acomptes	25
11.3	Retenue de garantie	25
11.4	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	26
11.5	Modalités de facturation.....	26
11.5.1	Mentions obligatoires.....	26
11.5.2	Taux de TVA	27
11.5.3	Monnaie	27
11.5.4	Transmission des factures.....	27
Article 12 -	SOUS-TRAITANCE	29
Article 13 -	RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	30
Article 14 -	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	30
Article 15 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	31
15.1	Langue.....	31
15.2	Assurances.....	31
15.3	Autres obligations administratives.....	31
15.4	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	32
15.5	Protection de l'environnement	33
15.6	Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	33
15.7	Evaluation du fournisseur	33
15.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	34
15.8.1	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	34
15.8.2	Suspension de l'exécution des prestations à l'initiative de l'acheteur.....	35
Article 16 -	REGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS	36
Article 17 -	LITIGES ET CONTENTIEUX	37
Article 18 -	DÉROGATIONS.....	37

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché, alloti en deux lots, a pour objet la réalisation de prestations de collecte, stockage et destruction des bouteilles de gaz illicites contenant des gaz à effet de serre fluorés et des substances appauvrissant la couche d'ozone, au profit de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

En application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, le marché fait l'objet d'un allotissement technique en fonction de la destination finale des bouteilles de gaz.

Ainsi, le **lot n°1** a pour objet la collecte et la destruction de bouteilles de gaz.

Dans le cadre de ce marché, le titulaire est chargé de réaliser les prestations suivantes :

- Collecte et transport des bouteilles de gaz ;
- Conditionnement des bouteilles de gaz ;
- Destruction des gaz.

Le **lot n°2** a pour objet la collecte et le stockage sécurisé des bouteilles de gaz.

Dans le cadre de ce marché, le titulaire est chargé de réaliser les prestations suivantes :

- Collecte et transport des bouteilles de gaz ;
- Conditionnement des bouteilles de gaz ;
- Stockage sécurisé des bouteilles de gaz ;
- Réversibilité.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (ci-après « CCAP ») est commun aux deux lots. Il est rappelé au titulaire que le Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après « CCTP ») est également commun aux deux lots.

Dans la suite du présent CCAP, sauf précision contraire :

- Le terme « accord-cadre » désigne indistinctement les accords-cadres issus des lots 1 et 2 susmentionnés ;
- Le terme « titulaire » désigne l'opérateur économique titulaire de l'un ou l'autre des lots ;
- Les termes « Personne publique », « Douane », « Acheteur », « DGDDI » et « Administration » désignent le pouvoir adjudicateur.

Article 3 - PROCÉDURE DE PASSATION

Le marché est conclu selon la procédure avec négociation, conformément aux dispositions des articles L. 2124-3, R.2124-3 4° et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique, dans sa version en vigueur au jour de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Article 4 - CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

4.1 Forme et montant du marché

Chaque lot constitue au sens de l'article L. 2125-1 1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique, un accord-cadre mono-attributaire, conclu avec un seul opérateur économique.

Chaque lot est conclu à prix unitaires, sans montant minimum, mais **avec un montant maximum** défini pour chacun des lots à :

- Lot n° 1 : **5 120 000€ HT**, soit **6 144 000 € TTC** sur la durée totale de l'accord-cadre ;
- Lot n° 2 : **460 000 € HT**, soit **552 000 € TTC** sur la durée totale de l'accord-cadre.

Le lot n° 1 est estimé à **1 800 000 € HT** soit **2 160 000 € TTC** sur la durée totale de l'accord-cadre ;

Le lot n°2 est estimé à **155 000 € HT** soit **186 000 € TTC** sur la durée totale de l'accord-cadre.

Ces montants estimatifs sont communiqués à titre indicatif et n'engagent pas le pouvoir adjudicateur.

Toutes les prestations sont traitées à prix unitaires prenant la forme d'unités d'œuvre qui sont décrites au CCTP et listées dans l'annexe financière (Bordereau des prix unitaires) propre à chaque lot.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-2, R. 2162-4 et R. 2162-5 du Code de la commande publique.

4.2 Durée du marché

Chaque lot est conclu pour une durée ferme de **vingt-quatre (24) mois** soit **deux (2) ans**, reconductible tacitement deux fois pour une période de **douze (12) mois**, soit **un (1) an**, à compter de sa date de notification au titulaire.

En application de l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale du marché ne peut excéder **quarante-huit (48) mois**, soit **quatre (4) ans**.

Cette durée s'entend de la durée maximale de validité du marché, à savoir de la période pendant laquelle l'acheteur peut émettre des bons de commande.

En cas de non-reconduction, l'acheteur n'est pas tenu de motiver sa décision de non-reconduction de l'accord-cadre. Cette décision n'ouvre pas droit au versement d'indemnités au profit du titulaire.

Le titulaire ne pourra refuser la ou les reconduction(s) tacite(s) durant la période maximale possible de validité de l'accord-cadre (48 mois).

Le titulaire est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des commandes émises jusqu'à leur terme.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans les conditions de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique.

Article 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont, par ordre de de priorité décroissant :

- **L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1)** daté et signé par le titulaire et le représentant de l'acheteur accompagné de son **annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires)** ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP n° 2025-03) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP n° 2025-03) ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales relatifs aux Fournitures Courantes et Services** (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre **technique et commerciale** du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces régissant le marché, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Article 6 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 Représentation des parties

6.1.1 Représentation de l'acheteur

L'acheteur est représenté par le Directeur général des Douanes et Droits Indirects ou la Sous-directrice en charge des finances et des achats.

Pour les besoins de l'exécution du marché, l'acheteur est représenté par les agents du Bureau FIN2 de la DGDDI. D'autres personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire peuvent être désignées par l'acheteur, par tout moyen permettant de donner date certaine à sa notification, pour les besoins de l'exécution du marché. Pour ce faire, il précise les coordonnées complètes (nom, adresse mail, adresse postale, numéro de téléphone) de la personne désignée pour représenter l'acheteur durant la phase d'exécution du marché.

Les boîtes fonctionnelles pour faciliter les échanges sur l'exécution du présent marché sont les suivantes :

- Dg-fin2-marchespublics@douane.finances.gouv.fr (aspects juridiques du marché) ;
- Dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr , dg-comint2@douane.finances.gouv.fr et dg-jcf-environnement@douane.finances.gouv.fr (aspects opérationnels du marché).

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s) au titulaire dans les meilleurs délais.

6.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne dans son offre une ou plusieurs personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Cette ou ces personnes sont les représentants du titulaire et les interlocuteurs privilégiés de l'acheteur. Elles sont chargées du suivi des prestations du titulaire et doivent disposer des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles au nom et pour le compte du titulaire et avoir la capacité à l'engager juridiquement.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé de l'un des représentants du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification de l'interlocuteur désigné.

A ce titre, en cas d'absence prolongée ou de départ définitif de cet interlocuteur, le titulaire doit :

- **d'une part**, en aviser, sitôt qu'il en a la connaissance, l'acheteur, en lui communiquant la date de son absence ou de son départ ;
- **d'autre part**, prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire doit notamment désigner un remplaçant et communiquer le nom et le profil à l'acheteur dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la date de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le titulaire s'engage à ce que le remplaçant ait un profil comparable.

L'acheteur se réserve le droit de récuser le remplaçant, par une décision écrite et motivée, dans un délai de **quatorze (14) jours ouvrés** à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus.

A défaut de réponse dans ce délai, l'accord de l'acheteur est acquis au titulaire. Le titulaire dispose de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la notification de la décision récusant le remplaçant pour proposer, dans les mêmes conditions, un autre remplaçant à l'acheteur, lequel peut accepter ou refuser cette proposition de remplaçant dans les mêmes conditions que celles précédemment exposées.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution du présent marché, les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent marché.

6.2 Références aux normes et réglementations

Durant toute la durée d'exécution du marché, les prestations doivent répondre aux normes, ou équivalent, et spécifications techniques requises au CCTP n° 2025-03 sous peine de résiliation du marché dans les conditions de l'article 13 ci-après.

6.3 Evolutions technologiques, techniques ou réglementaires

En cas d'évolutions technologiques, de changement de techniques ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre - preuve à l'appui - le titulaire a la possibilité, après accord de l'acheteur, de modifier ou de remplacer les procédés mis en place à la notification de l'accord-cadre par des procédés équivalents ou jugés plus performants, plus adaptés aux besoins.

La substitution se fait sans supplément, mais avec une baisse de prix dès lors que les procédés de substitution ont un coût plus faible que celui des procédés contractualisés à la date de notification de l'accord-cadre.

6.4 Émission et exécution des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'acheteur.

Les bons de commande sont émis, pour le compte de l'acheteur, par le Centre de Gestion Financière (CGF). La date d'émission du bon de commande par le CGF vaut point de départ des délais d'exécution des prestations.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La transmission se fait par tout moyen permettant d'attester de la date de réception de la commande par le titulaire. Le Bureau des Achats est en copie de l'envoi du bon de commande.

Aucune prestation ne peut être réalisée ou livrée par le titulaire, ni ne peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande notifié au titulaire du présent marché.

Les bons de commande comportent, *a minima*, les informations suivantes :

- la date d'émission et le numéro d'engagement juridique du bon de commande ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro Chorus) ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement – **FAC7540075 pour la métropole, Corse incluse et les DROM**) ;
- l'identification des prestations commandées accompagnée de la référence des UO mobilisées (conformément au bordereau des prix unitaires) ;
- le lieu de la livraison/réalisation de la prestation, avec l'indication des coordonnées (téléphone et courriel) du contact pour la réalisation de la prestation ;
- le prix unitaire HT de chaque prestation commandée ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC des prestations commandées ;
- le délai d'exécution et/ou la date de réalisation de la prestation ;
- l'adresse de facturation.

Par dérogation au délai fixé à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la notification du bon de commande, pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'exécution des bons de commande émis dans le délai d'exécution du marché, peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans les conditions de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique.

Sauf décision contraire de l'administration, la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP ne remet pas en cause la validité du ou des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

L'administration se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution de prestations ayant donné lieu à l'émission du bon de commande. Elle notifie alors sa décision au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette décision ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire pour les prestations non réalisées, et ce quel que soit le motif invoqué.

Il est précisé que dans le cadre de la réalisation de la prestation de stockage prévue au lot n° 2, l'administration met en œuvre la procédure du service fait présumé conformément à l'article 3 d) de l'arrêté du 12 mars 2020. Par ailleurs, l'administration peut décider de suspendre le recours à cette procédure, en cas de manquement du titulaire.

6.5 Prolongation du délai d'exécution des prestations et sursis d'exécution

Les délais contractuels d'exécution des prestations sont précisés aux termes du CCTP du présent marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire identifie un évènement, notamment un cas de force majeure, qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, il peut demander une prolongation du délai d'exécution, dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

Dans l'hypothèse où le titulaire identifie un évènement qui n'est pas de son fait et fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, il peut demander un sursis de livraison dans les conditions des articles 21.5 du CCAG/FCS.

Dès réception de la demande du titulaire, l'acheteur dispose d'un délai maximal de **dix (10) jours ouvrés** pour donner une réponse écrite au titulaire.

Cette réponse écrite doit être transmise par tout moyen permettant de donner date certaine de réception par le titulaire.

A défaut de réponse dans ce délai, le refus de l'administration d'accorder une prolongation des délais d'exécution ou un sursis de livraison est réputé implicite.

Une prolongation des délais ou un sursis d'exécution ne peuvent en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel de livraison.

6.6 Plan de progrès

Dans le cadre de **l'exécution du lot n°1**, le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue des prestations du marché qui les lie.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai **d'un (1) an** à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis conjointement et pourra notamment porter sur l'optimisation de la collecte ainsi que les dispositions sociales et environnementales existantes dans l'entreprise et applicables au marché.

La démarche est initiée par le titulaire à la date anniversaire de la notification du lot n°1. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés durant la première année d'exécution du marché. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

À tout moment, le titulaire peut proposer à l'administration des procédés innovants susceptibles

d'apporter une valeur ajoutée à ses prestations, dans l'intérêt de l'acheteur.

Dans cette perspective, il s'appuie sur son savoir-faire interne ou applique une veille à l'endroit des fournisseurs susceptibles de proposer un tel procédé.

Dans l'hypothèse où l'acheteur approuve la proposition du titulaire, pour tout ou partie du périmètre des prestations, le titulaire et l'acheteur définissent de concert les conditions de mise à disposition de cette innovation auprès des services bénéficiaires.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

Le titulaire et l'administration conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant, propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès : les objectifs, les indicateurs de mesure, les actions à la charge du titulaire, celles à la charge de l'acheteur, les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties, le calendrier prévisionnel de chaque action ainsi que les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers.

6.7 Clause de réexamen

6.7.1 Circonstances ouvrant droit au réexamen

Sans préjudice de la faculté de réviser ponctuellement les dispositions du présent marché par voie d'avenant, les parties se rencontreront, en vue d'examiner l'opportunité d'adapter leur situation contractuelle à d'éventuelles modifications des caractéristiques et composantes du marché, dans les circonstances suivantes :

- en cas de nouveau besoin de la Douane inclus dans le périmètre du marché, dans le périmètre d'activité du titulaire et dans la zone géographique définie au contrat et répondant à l'objet du contrat ;
- en cas d'évolutions techniques ou technologiques. En cours d'exécution du marché, la DGDDI peut, avec le consentement du titulaire, procéder à des modifications des prestations prévues au marché et à des ajouts afin de répondre à des évolutions d'ordre technique ou technologique ;
- en cas d'évolution réglementaire ou normative. En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre ou de prestations non prévues initialement au contrat. En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des prestations.

Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :

- La substitution de la prestation initiale par une prestation de remplacement ;
- L'ajout d'une nouvelle prestation par déclinaison fonctionnelle d'une prestation déjà existante au marché ;
- L'ajout de nouveaux gaz ou contenants.

En tout état de cause :

- ❖ En cas de modification : la prestation modifiée est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au marché et doit être techniquement équivalente ou supérieure à la prestation proposée initialement ;
- ❖ En cas d'ajout : la prestation ajoutée est conforme à l'objet du marché et en lien direct (déclinaison ou accessoire ou option) avec la prestation du marché et nécessaire à la bonne exécution du marché.

Le prix net de la prestation modifiée ou ajoutée est déterminé comme suit : le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre la prestation modifiée ou ajoutée et la prestation existante au marché, notamment en communiquant son taux de marge.

Dans l'hypothèse où la prestation ajoutée ne figurait pas dans le marché, la DGDDI peut demander tout justificatif permettant de prouver l'adéquation du prix au prix du marché.

6.7.2 Modalités de mise en œuvre

i) **A l'initiative du titulaire**, ce dernier remet un dossier comprenant :

- Les justificatifs techniques décrivant la prestation à modifier ou les fournitures à ajouter ;
- Les caractéristiques techniques de la prestation à ajouter ou modifier ;
- La documentation technique de la prestation à ajouter ou modifier ;
- Eventuellement, l'annexe financière que le titulaire souhaite mettre à jour et les justificatifs tarifaires associés.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, la DGDDI dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour valider la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut rejet de la demande de modification ou d'ajout concernée. Le titulaire, lorsqu'il est à l'origine de la demande, ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par la DGDDI de la demande de modification ou d'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par la DGDDI, elle est intégrée au contrat par voie d'avenant. Les éventuels nouveaux prix sont révisés dans les conditions prévues à l'article 10.2 du présent CCAP. Les modifications entrent en vigueur à compter de la date de notification de l'avenant.

ii) **A l'initiative de la DGDDI**, cette dernière notifie par tout moyen sa demande de modification/intégration au titulaire qui dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour accepter la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans ce délai vaut acceptation de la modification ou l'ajout concerné.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par le titulaire, elle est intégrée au contrat par voie d'avenant. Les éventuels nouveaux prix sont révisés dans les conditions définies à l'article 10.2 du présent CCAP.

En cas de contre-proposition du titulaire, la DGDDI dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour valider la modification ou l'ajout résultant de la contre-proposition. L'absence de réponse de la DGDDI vaut rejet de la contre-proposition du titulaire.

Les modifications entrent en vigueur à compter de la date de notification de l'avenant.

A ce titre, les modifications interviennent conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Article 7 - MODALITÉS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

7.1 Généralités

Conformément aux dispositions des articles 27 et suivants du CCAG/FCS, les prestations, objet du marché, font l'objet de vérifications avant toute admission.

Les opérations de vérification, réalisées par l'administration, sont de nature :

- Quantitative, consistant à vérifier la complétude des prestations réalisées et des livrables remis ;
- Qualitative, consistant à vérifier la conformité en tous points, des prestations réalisées et des livrables remis, aux spécifications techniques mentionnées dans le CCTP et aux engagements pris par le titulaire dans son offre.

7.2 Prestation de collecte et transport des bouteilles de gaz

Les attendus de cette prestation sont indiqués aux articles 7.2 et 8.2 du CCTP.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, à compter de la réception du bordereau de suivi provisoire des déchets dangereux et du bordereau d'enlèvement, l'acheteur dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** pour procéder aux opérations de vérification et pour notifier au titulaire sa décision. Dans le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, la prestation est réputée admise.

7.3 Prestation de conditionnement des bouteilles de gaz

Les attendus de cette prestation sont indiqués aux articles 7.3 et 8.3 du CCTP.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, à compter de la réception du rapport d'intervention, l'acheteur dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** pour procéder aux opérations de vérification et pour notifier sa décision au titulaire. Dans le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, la prestation est réputée admise.

7.4 Prestation de destruction des gaz

Les attendus de cette prestation sont indiqués à l'article 7.4 du CCTP.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, à compter de la réception de l'attestation de traitement et du bordereau de suivi des déchets finalisé, l'acheteur dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** pour procéder aux opérations de vérification et pour notifier au titulaire sa décision. Dans le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, la prestation est réputée admise.

7.5 Prestation de stockage sécurisé des bouteilles de gaz

Les attendus de cette prestation sont indiqués à l'article 8.4 du CCTP.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, à compter de la réception du bordereau d'expédition, l'acheteur dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** pour procéder aux opérations de vérification et

pour notifier sa décision au titulaire. Dans le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, la prestation est réputée admise.

7.6 Prestation de réversibilité

Les attendus de cette prestation sont indiqués à l'article 8.5 du CCTP.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, à compter de la réception du procès-verbal de réversibilité et sous réserve de la transmission de l'ensemble des bordereaux d'enlèvement des bouteilles identifiées dans le plan de réversibilité, l'acheteur dispose d'un délai de **vingt (20) jours ouvrés** pour procéder aux opérations de vérification et pour notifier sa décision au titulaire. Dans le silence de l'acheteur au-delà de ce délai, la prestation est réputée admise.

7.7 Décisions suite aux opérations de vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur ou son représentant peut prononcer dans les conditions fixées aux articles 29 et 30 du CCAG/FCS :

- soit l'admission des prestations ;
- soit l'ajournement des prestations ;
- soit l'admission avec réfaction des prestations ;
- soit le rejet des prestations.

7.7.1 Admission

L'acheteur prononce l'admission des prestations ou des fournitures, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

7.7.2 Ajournement

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner leur admission par une décision motivée.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de **dix (10) jours calendaires**, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de **quinze (15) calendaires** courant à compter de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de **dix (10) jours calendaires**.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de **quinze (15) jours calendaires** vaut décision de rejet des prestations.

7.7.3 Réfaction

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations contractuelles, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

La décision de réfaction est motivée par l'acheteur et ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter des observations.

Par ailleurs, et quelle que soit la nature des prestations, lorsque la personne publique envisage de

prononcer l'admission de la prestation avec réfaction, le délai de vérification imparti à l'acheteur se trouve suspendu à compter de la demande faite au titulaire de présenter ses observations et ne recommence à courir qu'à compter soit de la notification des observations produites par le titulaire soit à l'expiration du délai qui lui a été laissé à cet effet.

7.7.4 Rejet

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises, il en prononce le rejet. Le rejet peut être partiel ou total.

La décision de rejet est motivée par l'acheteur. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter des observations.

Par ailleurs, et quelle que soit la nature des prestations, lorsque l'acheteur envisage de prononcer une décision de rejet, le délai de vérification qui lui est imparti se trouve suspendu à compter de la demande faite au titulaire de présenter ses observations et ne recommence à courir qu'à compter soit de la notification des observations produites par le titulaire soit à l'expiration du délai qui lui a été laissé à cet effet.

En cas de rejet d'une prestation, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans le délai indiqué dans la décision de rejet.

En outre, en complément des stipulations de l'article 30 du CCAG/FCS, au terme de deux rejets concernant la même prestation, l'acheteur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

En cas de décision définitive de rejet, l'acheteur disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du titulaire. Ce dernier ne pourra alors prétendre à aucune indemnisation.

Article 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Obligation générale du titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations visées au présent marché. Cette obligation de résultat s'entend notamment, du respect des délais et du niveau de qualité attendus. Le titulaire veille particulièrement à la sécurité des bouteilles lors de leur transport et lors de leur stockage.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations, conformément aux spécifications du CCTP.

L'ensemble des prestations du présent marché doivent être exécutées dans le strict respect des délais, des prix et des niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Cette disposition vaut pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.2 Obligation de conseil, d'information et d'alerte

Le titulaire du marché a une obligation permanente de conseil, d'information et d'alerte de l'acheteur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer **sans délai** l'acheteur ou son représentant de tout évènement ou de toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans les pièces contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport décrivant les risques et menaces et proposant des actions pour les réduire.

A ce titre, le titulaire devra notamment :

- Conseiller la personne publique (en particulier lorsque seront soumis à son arbitrage des choix techniques, fonctionnels ou opérationnels) ;
- Conseiller, avec une contrainte d'efficacité, la personne publique dans l'analyse, l'anticipation et l'évolution de ses besoins ;
- Anticiper les risques, et quelle que soit la nature du risque, proposer des solutions préventives ;
- Vérifier la teneur de tous les documents, informations, renseignements et éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation, et indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations.

Par ailleurs, si le titulaire entend invoquer un manquement de l'acheteur à ses obligations contractuelles, il doit le faire en visant expressément le présent article et dans le délai de **huit (8) jours ouvrés** suivant la survenance du manquement invoqué, par tout moyen.

A défaut, il sera forclos et ne pourra plus se prévaloir du manquement de l'acheteur pour échapper à ses propres obligations contractuelles de quelque nature qu'elles soient, ni engager la responsabilité contractuelle de ce dernier.

8.3 Obligations de confidentialité et de sécurité

8.3.1 Confidentialité

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

A ce titre, le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ou auxquels il a accès durant l'exécution du présent marché ;
- Ne pas communiquer les documents, les fichiers informatiques ou données qui lui sont confiés ou qui sont réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'acheteur ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle, physique et informatique permettant de conserver les documents, fichiers informatiques ou données qui lui sont confiés ou qui sont utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- Ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord express et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;

Le titulaire, l'ensemble de son personnel et le cas échéant, ses sous-traitants et fournisseurs, sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les méthodes, les procédures, les performances des équipements, les résultats des travaux qu'il a exécutés, dirigés ou contrôlés ainsi que toutes les documentations et informations internes à la DGDDI dont ils ont eu connaissance durant l'exécution du marché.

8.3.2 Mesures de sécurité

Le titulaire est informé que toute personne relevant de lui ou de ses sous-traitants intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché peut être soumise à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Le titulaire accepte de se conformer aux mesures de sécurité applicables sans élever aucune réclamation ou demande de rémunération complémentaire pour ce motif.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants respectent notamment les exigences de sécurité définies dans le CCTP.

8.3.3 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel, et en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement UE – 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits et des personnes concernées.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique
59, Boulevard Vincent Auriol
75703 Paris Cedex 13
Représenté par le Directeur des Achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :
La Direction des Achats de l'Etat,
Représentée par le Directeur des Achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :
le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement :
c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

8.4 Responsabilité

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du présent CCAP et du CCTP n° 2025-03.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la notification du marché, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Par ailleurs, le titulaire est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations qui lui sont confiées peut causer, directement ou indirectement, au personnel et aux biens du pouvoir adjudicateur, à des tiers ou encore à l'environnement.

En conséquence, il s'engage à contracter une assurance dont les garanties sont proportionnées à l'importance des prestations objet du marché et couvrant les conséquences financières des risques et responsabilités inhérents à ces prestations.

Article 9 - PÉNALITÉS ET SANCTIONS

9.1 Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités, dans les conditions prévues par le présent article.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Avant émission de tout titre exécutoire ou déduction sur le montant des factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalité sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

Le montant des pénalités ainsi établi peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture ou donner lieu à l'émission par la personne publique d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

A réception de ce décompte ou de toute décision de la personne publique induisant le principe de l'application de pénalités, le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation.

Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités. Si la personne publique décide d'appliquer des pénalités sans tenir compte de la contestation du titulaire, ce dernier est dispensé, pour le règlement de ce différend, du respect de l'article 46 du CCAG/FCS.

Les pénalités sont cumulatives. Au sein d'une même prestation ou fourniture, des pénalités de typologie différente peuvent le cas échéant être appliquées. En outre, au sein d'un même ordre de service, si le retard dans la réalisation d'une prestation entraîne un retard pour l'exécution d'autres prestations, les pénalités s'appliqueront à chaque prestation concernée.

Elles commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire s'agissant de l'exécution des prestations.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement d'une quelconque pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à mille (1000) euros.

L'application de pénalité(s) est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur d'engager la responsabilité du titulaire et de prononcer la résiliation du contrat, notamment aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 13 ci-après.

En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 13 du présent CCAP et à l'article 41 du CCAG/FCS, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

9.2 Pénalités de retard

Des pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être décomptées sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

9.2.1 Pénalités pour retard de transmission d'une proposition technico-financière

En cas de dépassement du délai contractuel de transmission d'une proposition technico-financière, le titulaire encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de **cinquante (50) euros** par jour de retard.

9.2.2 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des prestations, le titulaire encourt l'application d'une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 50$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en euros ;

V = la valeur HT de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

9.2.3 Pénalités pour retard de mise à disposition des bouteilles

Dans le cadre du lot n° 2, pour tout retard dans la mise à disposition des bouteilles, le titulaire encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de **cents (100) euros** par jour de retard.

9.3 Pénalités applicables en cas de non-respect de toute autre obligation du présent marché

L'acheteur se réserve le droit de mettre le titulaire en demeure de se conformer à l'une quelconque de ses autres obligations contractuelles, dans un délai déterminé.

En cas de non-respect de cette mise en demeure, le titulaire encourt une pénalité de **trois cents (300) euros** par jour calendaire de retard.

9.4 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le montant des pénalités applicables pour chaque accord-cadre, toutes pénalités confondues, est plafonné à **15%** de la somme de l'ensemble des prestations commandées.

L'accord-cadre peut faire l'objet d'une résiliation, sans mise en demeure préalable, lorsque l'ensemble des pénalités infligées au titulaire a atteint ce seuil.

Article 10 - RÉGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Tous les prix des prestations du présent accord-cadre sont unitaires.

Tous les prix sont fermes durant les **douze (12) premiers mois** d'exécution du marché à compter de sa date de notification au titulaire.

Ils peuvent faire l'objet d'une révision, à la hausse comme à la baisse, conformément aux modalités fixées à l'article 10.2 du présent CCAP.

Les prix sont établis en euros et sont ceux repris dans l'annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires) du marché.

En application des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

A cet effet, pour le lot n°1, la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), si applicable, devra être incluse dans le prix.

En application des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres.

10.2 Révision des prix

Les prix des prestations peuvent faire l'objet d'une révision.

La révision intervient, le cas échéant, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sur demande du titulaire.

La révision est donc annuelle et vaut pour l'année glissante.

Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de solliciter la mise en œuvre de la clause de révision des prix, à la hausse ou à la baisse.

Le titulaire doit faire parvenir sa demande, accompagnée des nouveaux prix et d'une note détaillée du calcul de l'évolution des prix, par lettre recommandée avec avis de réception, ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine à la réception avec un préavis **d'un (1) mois** avant la date prévue pour l'application des nouveaux tarifs, à l'adresse suivante: dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr, sous peine de forclusion de sa demande.

La demande de révision des prix fait l'objet d'une acceptation ou d'un refus de la part de l'administration. En cas d'acceptation de la demande par l'administration, les nouveaux prix sont applicables à compter de chaque date anniversaire de la notification du marché.

En cas de silence de l'administration dans les **trente (30) jours** calendaires suivant la formulation de la demande de révision, la nouvelle grille des prix est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande de révision des prix par l'administration, les prix précédemment appliqués sont tacitement reconduits.

Toutefois, l'administration se réserve la possibilité d'appliquer unilatéralement la clause de révision de prix ci-dessous en cas de baisse de prix, notamment si le titulaire n'en demande pas l'applicabilité. Dans ce cas, l'administration en informe le titulaire avec un préavis de **quinze (15) jours calendaires** avant la date prévue pour l'application des nouveaux tarifs.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

Lot n° 1 : Collecte et destruction des bouteilles de gaz

Pour la prestation de collecte et transport : $P = P_0 \times [0,15 + 0,60 (IP_1/IP_0) + 0,25 (ICHT-E_1/ICHT-E_0)]$

Pour le traitement et la destruction de gaz : $P = P_0 \times [0,15 + 0,65 (IPPI_1/IPPI_0) + 0,20 (ICHT-E_1/ICHT-E_0)]$

Où : P = prix révisé HT ;

P₀ = prix initial HT indiqué aux termes de l'annexe financière de l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro », lequel correspond à la date de remise de l'offre finale pour la 1^{ère} révision, puis au prix résultant de la révision précédente ;
IP₁ ou IPPI₁ ou ICHT-E₁ = dernière valeur connue de l'indice, à la date de révision ;
IP₀ ou IPPI₀ ou ICHT-E₀ = dernière valeur connue de l'indice, à la date de notification de l'accord-cadre pour la 1^{ère} révision, puis dernière valeur connue au moment de la précédente révision des prix.

IP = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.12 – Collecte des déchets dangereux – Base 2021 – Identifiant 010764304 [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.12 – Collecte des déchets dangereux | Insee](#) ;

IPPI = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.22 – traitement et élimination des déchets dangereux – Base 2021 – Identifiant 010764307 [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.22 – traitement et élimination des déchets dangereux | Insee](#) ;

ICHT-E = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 sections E) - Base 100 en décembre 2008 – Identifiant 001565187 [Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution \(NAF rév. 2 section E\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#)

Lot n° 2 : Collecte et stockage sécurisé des bouteilles de gaz

Pour la prestation de collecte et transport : $P = P_0 \times [0,15 + 0,60 (IP_1/IP_0) + 0,25 (ICHT-E_1/ICHT-E_0)]$

Pour la prestation de stockage de gaz : $P = P_0 \times [0,30 + 0,45 (ES_1/ES_0) + 0,25 (ICHT-TE_1/ICHT-TE_0)]$

Où : P = prix révisé HT ;

P₀ = prix initial HT indiqué aux termes de l'annexe financière de l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro », lequel correspond à la date de remise de l'offre finale pour la 1^{ère} révision, puis au prix résultant de la révision précédente ;
IP₁ ou ICHT-E₁ ou ES₁ = dernière valeur connue de l'indice, à la date de révision ;
IP₀ ou ICHT-E₀ ou ES₀ = dernière valeur connue de l'indice, à la date de notification de

l'accord-cadre pour la 1^{ère} révision, puis dernière valeur connue au moment de la précédente révision des prix.

ES = indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 52.10 – Entreposage et stockage Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766553 [Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises \(BtoB\) – CPF 52.10 – Entreposage et stockage | Insee](#) ;

ICHT-TE = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 sections H) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565190 [Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage \(NAF rév. 2 section H\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#).

10.3 Clause de sauvegarde

Dans tous les cas, la hausse annuelle des prix ne peut excéder 5% par an.

En cas **d'augmentation annuelle des prix de plus de 5%** et compte tenu des justifications transmises ayant permis d'apprécier l'augmentation demandée, l'acheteur se réserve le droit :

- Soit d'exiger la poursuite de l'exécution du marché dans le respect de ce pourcentage maximal à l'issue de la mise en œuvre de la formule de révision des prix ci-dessus ;
- Soit, à tout moment, de résilier la partie non exécutée du marché, sans indemnités pour le titulaire.

Article 11 - MODALITÉS DE PAIEMENT

11.1 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance peut être accordée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique, (Option A de l'article 11.1 du CCAG/FCS).

Le montant de l'avance est calculé selon les modalités des articles R. 2191-6 et suivants et R. 2191-16 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 5% et dans le cas où le titulaire est une TPE/PME, le taux est de 30%.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande ouvrant droit au versement de cette avance.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

11.2 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché peuvent ouvrir droit à des acomptes trimestriels à la demande du titulaire et sur autorisation expresse de l'acheteur dans les conditions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Il est calculé pour chacun des livrables concernés par ledit acompte sur la base des montants figurant dans l'annexe financière (BPU) à l'acte d'engagement.

La personne publique peut demander à tout moment au titulaire du marché un décompte cumulé des acomptes versés.

Les modalités de versement des acomptes respectent les règles de la comptabilité publique issues du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, dans les limites du présent article.

Les demandes de paiement d'acomptes et de solde sont justifiées à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

11.3 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

11.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L. 2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à **trente (30) jours maximums** pour l'Etat. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles R. 2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsqu'une procédure de vérification de la conformité des prestations est prévue, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires applicable en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de **quarante-cinq (45) jours** suivant la mise en paiement du principal.

11.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture émise par le titulaire, accompagnée de la décision d'admission des prestations et, après émission du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

11.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes, sous peine de non-conformité de la facture, pouvant entraîner son rejet :

- la date d'émission de la facture ;
- les nom, numéro SIRET et adresse de l'émetteur de la facture ;
- le code du service exécutant ou le code d'identification du service en charge du paiement (**FAC7540075**) ;
- les références du marché (numéros de marché CHORUS communiqués lors de la notification du marché) ;
- le numéro Chorus du bon de commande ;
- le service de la DGDDI à l'origine de la commande ;

- la désignation précise des prestations fournies et leur quantité ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant total HT et TTC des prestations fournies ;
- le taux et le montant de la TVA applicable ;
- le numéro d'identifiant TVA applicable ;
- l'adresse de facturation ;
- le numéro de SF Chorus, le cas échéant.

En cas de sous-traitance, la facture du sous-traitant doit, en sus des mentions précitées, porter le visa du titulaire et être accompagnée d'une attestation de paiement direct de la part du titulaire.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, qui entraînera son rejet.

Les factures sont libellées en euro.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au Centre de gestion financière mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme, au sens des articles R. 2192-27 et suivants du Code de la commande publique.

11.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.5.4 Transmission des factures

Conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées) :

Ce mode permet d'envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> .

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1>

Rubrique « Nous contacter ».

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame la Trésorière Générale des Douanes

30, Rue Raoul Wallenberg – TSA 70031

75927 PARIS Cedex 19

Article 12 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du Code de la commande publique, à la condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation écrite préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il est rappelé que la sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations issues des différents documents contractuels du présent marché que le titulaire. Le titulaire doit s'assurer notamment du respect par ses sous-traitants de toutes les obligations du présent marché.

Toute sous-traitance non déclarée pourra conduire à un refus de paiement ou à la dénonciation du marché.

IMPÉRATIF: tout acte de sous-traitance est validé par l'acheteur au moins **quinze (15) jours calendaires** avant toute intervention sur un site de la douane d'un personnel non employé par titulaire.

Toutefois, le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est supérieur ou égal à **six cents (600) euros TTC**, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique et aux dispositions de l'article 11 précité.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de **vingt-et-un (21) jours** à compter de la remise du formulaire C4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Article 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2195-3 à L. 2195-6 du Code de la commande publique et au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Il est précisé, en complément de l'article 41 du CCAG/FCS, que le marché peut être résilié aux torts du titulaire, voire à ses frais et risques, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS :

- après mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- ❖ non-remise tous les **six (6) mois**, à compter de la date de notification et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, des attestations requises à l'article D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail après mise en demeure de l'acheteur ;
- ❖ non-réalisation dans les délais impartis, d'une ou plusieurs des obligations contractuelles mentionnées aux documents contractuels ;
- ❖ non-respect des normes définies à l'article 6.2 du présent CCAP ou aux spécifications techniques du CCTP ;

- sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- ❖ en cas d'atteinte du plafond de pénalités prévu à l'article 9.4 du présent CCAP ;
- ❖ en cas de dépassement de la clause de sauvegarde en application de l'article 10.3 du présent CCAP ;
- ❖ en cas de décision définitive de rejet en application des dispositions de l'article 7.7.2 du présent CCAP.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis d'**un (1) mois** avant la date d'effet de la résiliation.

En outre, les cas spécifiques de résiliation prévus à l'article 41 du CCAG/FCS, de même que la résiliation pour motif d'intérêt général prescrite à l'article 42 du CCAG/FCS demeurent applicables au présent marché.

Article 14 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ; ou en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et aux risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

Article 15 - DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 Langue

Tous les documents écrits et remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

15.2 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de contracter une police d'assurance couvrant ses risques professionnels.

Initialement versée dans son offre pour attester qu'elle est en vigueur au jour de la notification du marché, elle devra être produite systématiquement dès chaque fin d'échéance pour attester d'une prolongation de couverture, ce autant de fois que nécessaire jusqu'à la date d'échéance du présent marché.

Le titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objets du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

15.3 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier **sans délai** à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution, et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur, **tous les six (6) mois**, à compter de la notification du marché et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un délai de **deux (2) mois** à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou présenter ses observations.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées aux articles L. 2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

15.4 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire du marché doit être en conformité avec la réglementation applicable en matière de droit fiscal, de droit du travail et de lutte contre le travail illégal, conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG/FCS.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur le travail forcé, sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, sur le droit d'organisation et de négociation collective, sur l'égalité de rémunération, sur l'abolition du travail forcé, concernant la discrimination, sur l'âge minimum et sur les pires formes de travail des enfants.

15.5 Protection de l'environnement

En application des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire du marché veille à ce que les prestations réalisées respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes ainsi que de préservation du voisinage.

15.6 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de [l'article L. 229-25 du Code de l'environnement](#).

L'acheteur consulte à cet effet la plate-forme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité¹.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, **encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L. 229-25 du Code de l'environnement** à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

15.7 Evaluation du fournisseur

Les prestations, objet du marché ou des bons de commande émis font l'objet d'une évaluation. Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations réalisées, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service réalisé, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au DCE à titre d'information et n'est pas contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le Code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

¹ Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

15.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire peut appeler l'application de mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique. Cette situation est assimilée à un cas de force majeure dès lors qu'elle est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgence nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

15.8.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire du marché est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution fait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché, étant précisé que toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'exécution des prestations du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Ce dernier ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Celui-ci doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (ex : exercice de leur droit de retrait par ses salariés – article L. 4531-1 du Code du travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire du marché n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

15.8.2 Suspension de l'exécution des prestations à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations du marché, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché, étant précisé que toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire de l'ensemble des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Article 16 - REGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Conformément à l'article 46.2 du CCAG/FCS, tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les **quinze (15) jours**. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation. Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : dg-fin2-marchespublics@douane.finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique. Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Le Comité consultatif de règlement amiable compétent est le suivant :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

6, Rue Louise Weiss

75703 PARIS Cedex 13

Téléphone : 01.44.97.04.22

Courriel : ccra.daj@finances.gouv.fr

Article 17 - LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le cas échéant, le tribunal administratif compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Montreuil
7, Rue Catherine Puig
93 558 MONTREUIL Cedex

Téléphone : 01.49.20.20.00

Télécopie : 01.49.20.20.99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Article 18 - DÉROGATIONS

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG/FCS, le présent CCAP ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG/FCS.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCAP et celles du CCAG/FCS, les premières prévalent sur les secondes.